

# Le coût économique des atteintes aux DPI dans le secteur des sacs à mains et des bagages

Quantification des atteintes dans la Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie (NACE 15.12)



02 | 2016





# Le coût économique des atteintes aux DPI dans le secteur des sacs à mains et des bagages

---

---

---



## Équipe de projet

Nathan Wajzman, économiste en chef  
Carolina Arias Burgos, économiste  
Christopher Davies, économiste

## Remerciements

Les auteurs souhaitent adresser leur remerciements aux membres du groupe de travail Économie et statistiques de l'Observatoire qui ont fourni des commentaires utiles sur les rapports de cette série et sur la méthodologie employée.



## Sommaire

Résumé .....	06
1. Introduction .....	08
2. Incidence de la contrefaçon dans le secteur des sacs à mains et des bagages .....	12
3. Conclusions et perspectives .....	20
Appendix A: The first stage forecasting model .....	21
Appendix B: The second stage econometric model .....	23
References .....	27

## Résumé

L'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle (l'Observatoire) a été créé pour aider les citoyens à mieux comprendre le rôle de la propriété intellectuelle et les conséquences négatives des atteintes aux DPI.

Dans une étude réalisée en collaboration avec l'Office européen des brevets (OEB)<sup>1</sup>, l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI), par l'intermédiaire de l'Observatoire, estime qu'environ 39 % de l'activité économique totale dans l'UE est générée par des secteurs à forte intensité de DPI et qu'environ 26 % de l'ensemble des emplois dans l'UE sont directement fournis par ces secteurs, auxquels s'ajoutent 9 % d'emplois dans l'Union résultant d'achats de produits et services d'autres secteurs par des secteurs à forte intensité de DPI.

Une autre étude a comparé les performances économiques d'entreprises européennes titulaires de DPI<sup>2</sup> avec celles d'entreprises non-titulaires. Il en ressort que les revenus des salariés des titulaires de DPI sont, en moyenne, supérieurs de 29 %. Même si seulement 9 % des PME détiennent des droits de propriété intellectuelle, les salariés d'entreprises titulaires de DPI perçoivent un revenu de près de 32 % supérieur à celui des salariés d'entreprises non-titulaires.

Les perceptions et comportements des citoyens européens concernant la propriété intellectuelle, ainsi que la contrefaçon et le piratage<sup>3</sup> ont également fait l'objet d'une évaluation dans le cadre d'une enquête réalisée à l'échelle de l'Union européenne. Cette étude a révélé que, bien que les citoyens reconnaissent en principe la valeur de la PI, ils ont aussi tendance, dans certains cas, à justifier les atteintes à titre individuel.

L'Observatoire s'efforce maintenant de compléter ce tableau en évaluant l'incidence économique de la contrefaçon et du piratage.

D'un point de vue méthodologique, la tâche est complexe étant donné que nous tentons de mettre en lumière un phénomène qui, par nature, n'est pas directement observable. Afin de poser les jalons d'une quantification de la portée, de l'ampleur et de l'incidence des atteintes aux DPI dans l'Union européenne, telles qu'identifiées dans son mandat, l'Observatoire a mis au point une approche progressive pour évaluer l'incidence négative de la contrefaçon et ses conséquences pour les entreprises légitimes, les gouvernements et les consommateurs et, enfin, la société dans son ensemble.



1 - «Les secteurs à forte intensité de droits de propriété intellectuelle: contribution aux performances économiques et à l'emploi dans l'Union européenne», septembre 2013

2 - «Les droits de propriété intellectuelle et les performances des entreprises en Europe: une analyse économique», juin 2015.

3 - «Les citoyens européens et la propriété intellectuelle: perception, sensibilisation et comportement», novembre 2013



Plusieurs secteurs à forte intensité de DPI dont les produits font l'objet ou sont supposés faire l'objet de contrefaçon ont été sélectionnés. Le présent rapport présente les résultats de la sixième sectorielle, couvrant le secteur des bagages et des sacs à main<sup>4</sup>. L'étude de l'OEB/OHMI révèle que les marques, dessins et modèles étaient utilisés de manière intensive dans ces secteurs.

Selon les estimations, l'industrie légitime perd environ 1,6 milliard d'euros de recettes annuelles du fait de la présence de sacs à main et bagages de contrefaçon sur le marché de l'UE, correspondant à 12,7 % des ventes de ce secteur.

Ces ventes manquées se traduisent par la perte directe d'environ 12 100 emplois. Ce chiffre ne tient pas compte de l'effet des importations étant donné que, dans ces cas, les répercussions connexes sur l'emploi se produisent en dehors de l'UE. Les pertes d'emplois estimées dans l'UE portent donc sur les biens produits et consommés au sein de l'Union.

Si nous ajoutons les répercussions sur d'autres industries et sur les recettes publiques, lorsque les effets directs et indirects sont pris en compte, la contrefaçon dans ce secteur est à l'origine d'environ 3,2 milliards d'euros de pertes de ventes pour l'économie de l'UE, entraînant à leur tour 25 700 pertes d'emplois et une perte de 516 millions d'euros de recettes publiques.

Il est important de garder à l'esprit que, contrairement aux deux premiers rapports de cette série<sup>5</sup>, les impacts de la contrefaçon des sacs à main et des bagages ne portent que sur la fabrication et, par conséquent, n'incluent pas le commerce de gros et de détail<sup>6</sup>. Pour cette raison, les chiffres absolus figurant dans ce rapport ne peuvent pas être directement comparés à ceux précédemment exposés pour le secteur des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle ainsi que pour celui de l'habillement et des chaussures.



4 - Le secteur des sacs à mains et des bagages analysé dans la présente étude correspond au code NACE à quatre chiffres 15.12 «Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie». La NACE est la classification officielle des activités économiques utilisée par Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne.

5 - À savoir, les rapports qui concernent les produits cosmétiques et d'hygiène corporelle ainsi que l'habillement, les chaussures et les accessoires.

6 - Cela est dû au fait que les données fournies par Eurostat ne font pas de distinction entre le commerce de détail des sacs à main et des bagages et le commerce de détail d'autres articles qui ne relèvent pas de ce code NACE. Par conséquent, il est impossible de calculer les marges commerciales pour les sacs à main et les bagages.

# 1. Introduction

L'application effective des droits de propriété intellectuelle (DPI) au sein de l'Union européenne est entravée par un problème majeur: le manque de connaissances sur le cadre, l'étendue et l'impact exacts des atteintes aux DPI. De nombreuses tentatives visant à quantifier l'étendue de la contrefaçon et ses conséquences pour les entreprises, les consommateurs et la société dans son ensemble ont souffert de l'absence d'une méthodologie consensuelle et cohérente de collecte et d'analyse des données relatives à la contrefaçon et au piratage dans divers secteurs. Différentes approches ont été utilisées (enquêtes, évaluations mystères, surveillance d'activités en ligne), de sorte qu'il est plus difficile d'agrèger les résultats pour l'ensemble de l'économie. La nature même du phénomène étudié rend toute quantification fiable extrêmement difficile car l'obtention de données complètes pour une activité cachée et secrète est nécessairement ardue.

Ces difficultés ont donc fait obstacle aux personnes qui s'efforcent de faire respecter les droits de PI et sont chargées d'établir des priorités, programmes et objectifs précis de mise en œuvre des DPI étant donné qu'elles limitent les possibilités de concevoir des politiques et des campagnes de sensibilisation du public plus ciblées et fondées sur des données concrètes.

Afin de surmonter ces difficultés tout en tenant pleinement compte des contraintes méthodologiques, l'Observatoire a élaboré une approche spécifique qu'il a expérimentée dans les secteurs des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, de l'habillement, des chaussures et accessoires, des articles de sports, des jeux et des jouets, des bijoux et montres.

Dans le présent rapport, l'Observatoire concentre son attention sur le secteur officiellement dénommé *Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie* par l'Eurostat et qui couvre des produits tels que:

- Articles de voyage, articles de maroquinerie et articles similaires en cuir naturel, en cuir reconstitué ou en tout autre matériau, par exemple: les matières plastiques, les matières textiles, les fibres vulcanisées ou le carton, pour autant que la technologie utilisée soit identique à celle employée pour le cuir;
- Articles de sellerie et bourrellerie;
- Bracelets de montre autres qu'en métal (par exemple: tissu, cuir, matières plastiques);
- Articles en cuir ou en cuir reconstitué: ceintures de sécurité, emballages, etc.
- Lacets de chaussures, en cuir;
- Fouets et cravaches pour chevaux.

L'approche adoptée dans la présente étude vise à évaluer l'ampleur de deux conséquences majeures de la contrefaçon qui concernent les coûts directs et indirects pour l'industrie et les coûts plus larges pour les gouvernements et la société.





### 1) Coûts directs pour l'industrie

Les coûts pour l'industrie se composent principalement des ventes manquées imputables à la contrefaçon. L'estimation de la valeur des ventes manquées constitue donc une première étape nécessaire, à la fois parce qu'elles produisent une conséquence économique majeure en elle-même et parce qu'elles entraînent d'autres conséquences, notamment une perte de recettes fiscales publiques.

La méthodologie s'appuie sur l'adaptation d'une approche élaborée pour la Commission européenne<sup>7</sup> de sorte qu'elle peut être utilisée au niveau sectoriel plutôt qu'au niveau des entreprises où elle s'est révélée très difficile à mettre en pratique.

Les fluctuations des ventes d'un secteur sont analysées au moyen de techniques statistiques qui permettent au chercheur de les relier à des facteurs économiques et sociaux et ainsi d'estimer le montant des pertes de ventes subies par les titulaires des droits en raison de la contrefaçon.

Les pertes de ventes entraînent aussi une perte d'emplois dans le secteur touché, ce qui peut être déduit des données statistiques européennes sur l'emploi pour le secteur en question.

### 2) Effets indirects de la contrefaçon

Outre la perte directe de ventes dans le secteur identifié, il y a aussi des répercussions sur d'autres secteurs de l'économie de l'Union. Ces effets indirects résultent du fait que les différents secteurs de l'économie s'achètent des produits et des services les uns aux autres pour les utiliser dans leurs procédés de production. Si les ventes d'un secteur baissent en raison des activités de contrefaçon, le secteur en question achètera alors moins de produits et de services à ses fournisseurs, occasionnant un repli des ventes et des effets parallèles sur l'emploi dans d'autres secteurs.

### 3) Incidence sur les finances publiques

Les activités en question étant illégales, il est probable que ceux qui prennent part à la fabrication des produits de contrefaçon ne paient pas d'impôts sur les revenus et les recettes qui en découlent. Partant, la contrefaçon entraîne également la perte de recettes fiscales pour l'État, notamment en matière d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales, d'impôt sur les sociétés et d'impôts indirects tels que les droits d'accises ou la TVA.

Afin d'estimer ces coûts, plusieurs relations sont examinées. La méthodologie est exposée en détail aux annexes et est brièvement expliquée ci-dessous.

#### Étape n° 1: Estimation des pertes de ventes dues à la contrefaçon

Les prévisions de ventes du secteur sont générées et comparées aux ventes effectives dans chaque pays, telles que déclarées dans les statistiques officielles. La différence peut être en partie expliquée par des facteurs socioéconomiques tels que la croissance du PIB. En outre, il est tenu compte des facteurs liés à la contrefaçon tels que le comportement des



7 - RAND (2012): Mesure des atteintes aux DPI dans le marché intérieur. Rapport préparé pour la Commission européenne

consommateurs, les caractéristiques des marchés nationaux et leur environnement juridique et réglementaire<sup>8</sup>. La différence entre les prévisions et les ventes effectives est analysée afin de dégager les effets de la consommation de marchandises de contrefaçon sur les ventes légitimes.

#### Étape n° 2: Traduction des pertes de ventes en pertes d'emplois et pertes de recettes publiques

L'industrie légitime vendant moins de produits qu'elle n'en aurait vendus en l'absence de contrefaçon, emploie également moins de travailleurs. Les données d'Eurostat sur l'emploi dans ce secteur sont utilisées afin d'évaluer la perte d'emplois liée à la réduction des activités légitimes en conséquence des pertes de ventes dues à la contrefaçon.

Outre les pertes directes de ventes dans ce secteur en cours d'analyse, des effets indirects se font aussi sentir dans d'autres secteurs étant donné que le secteur concerné achètera également moins de produits et de services à ses fournisseurs, entraînant un recul des ventes et des effets correspondants sur l'emploi dans d'autres secteurs.

De surcroît, la baisse de l'activité économique dans le secteur privé a aussi une incidence sur les recettes publiques, essentiellement les recettes fiscales telles que la TVA, l'impôt sur le revenu des ménages et l'impôt sur le bénéfice des sociétés, mais aussi sur les cotisations de sécurité sociale.

Il convient de noter que les effets indirects des pertes de ventes dues à la contrefaçon ne comprennent des pertes que dans les secteurs qui fournissent des intrants pour la fabrication de produits légaux dans l'UE. Les éventuels effets positifs des intrants fournis pour la production de produits illicites susceptibles d'être fabriqués à l'intérieur ou en dehors de l'UE ne sont pas examinés dans la présente étude. En d'autres termes, l'effet indirect calculé est un effet brut qui ne tient pas compte de l'effet à long terme de la délocalisation des ventes de producteurs légaux vers des producteurs illégaux. L'effet net sur l'emploi pourrait donc être moins important que l'effet brut calculé ici.

De même, alors que les activités illicites ne génèrent pas les mêmes niveaux de recettes fiscales que les activités légales, dans la mesure où la vente de contrefaçons s'effectuent par les canaux de vente légaux, un certain montant d'impôts directs et indirects est prélevé sur ces produits, et donc la réduction nette des recettes publiques est susceptible d'être moins importante que l'effet brut calculé ici.

Malheureusement, les données actuellement disponibles ne permettent pas de calculer ces effets nets avec suffisamment de précision.

Les principales constatations de l'étude sont présentées dans la partie suivante.



---

8 - La perception de la corruption par les citoyens dans l'Eurobaromètre et l'un des indicateurs mondiaux de la gouvernance de la Banque mondiale sont utilisés dans la présente étude.



## 2. Incidence de la contrefaçon dans le secteur des sacs à mains et des bagages

Le point de départ de cette analyse est l'estimation de la consommation de ces produits dans chaque État membre de l'UE. Selon les données officielles d'Eurostat sur la production et les échanges intra et extra-européens, la consommation totale d'articles de voyage et de maroquinerie au sein de l'UE (hors marges commerciales de la vente en gros et au détail) aurait représenté à 12 milliards d'euros en 2012<sup>9</sup>.

Les informations sur le commerce de gros et de détail des sacs à mains et des bagages ne peuvent être obtenues par les statistiques officielles; l'estimation de la consommation de ces produits s'effectue par conséquent à partir des prix d'usine et n'inclut donc pas la valeur des marges commerciales payées aux distributeurs et aux détaillants.

La même année, quelque 96 000 personnes étaient employées dans le secteur de la fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie.

Plus de la moitié de tous les produits de l'UE de la catégorie NACE 15.12 sont fabriqués en Italie (6,5 milliards d'euros). Le pays totalise également 40 % des exportations en dehors de l'UE ainsi que 35 % de l'emploi total en Europe pour ce secteur. La France est le deuxième plus grand producteur (2,7 milliards d'euros) et représente, au sein de l'UE, 19 % de tout l'emploi dans ce secteur.

Au sein de l'UE, le secteur comprend 12 351 entreprises, pour la plupart des PME, avec en moyenne 8,2 travailleurs par entreprise. Dans ce secteur, l'importance des PME est d'autant plus marquée dans des pays tels que l'Italie où le nombre moyen de travailleurs par entreprise est de 6,8.

Sur la base des données de la consommation nationale, la différence entre les prévisions des ventes et les ventes effectives a été estimée pour chaque pays (annexe A) et analysée au moyen de méthodes statistiques (annexe B), en établissant un lien entre la baisse des ventes et certains facteurs (appelés variables dans le jargon économique) comme:

■ **croissance du PIB** (variable socioéconomique); et

■ **Le pourcentage de la population qui accepte ou tolère la corruption**<sup>10</sup> dans l'Eurobaromètre sur la corruption et l'Indice de l'État de droit de la Banque mondiale<sup>11</sup> (variables liées à la contrefaçon).



9 - En 2012, la production au sein de l'UE s'élevait à 11,3 milliards d'euros. Les importations nettes en provenance de pays tiers s'élevaient à 500 millions d'euros, soit un total d'environ 12 milliards d'euros (prix usine) de consommation au sein de l'UE.

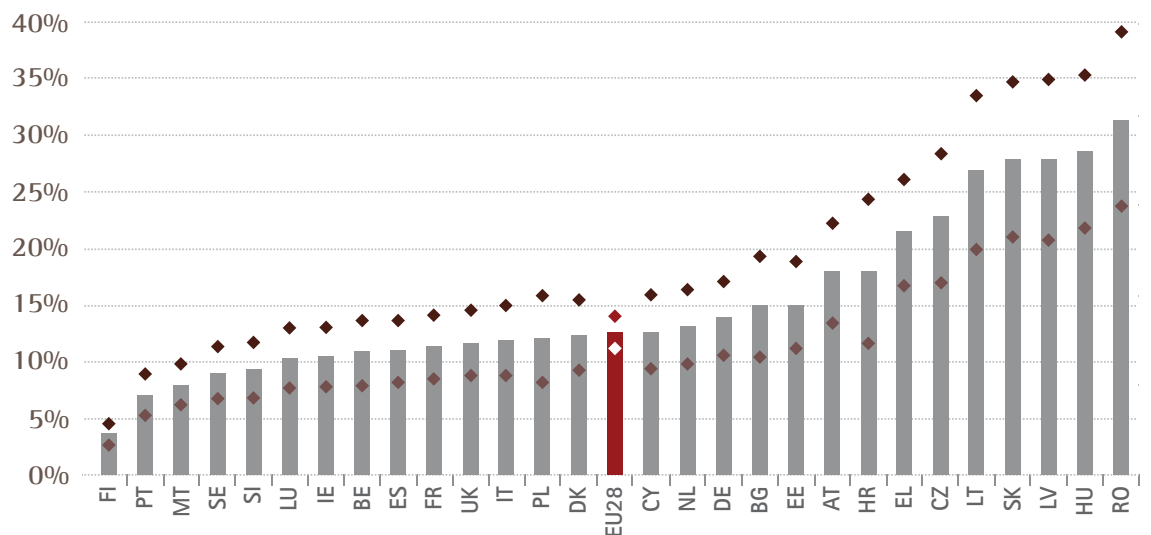
10 - Selon l'OMD (2012), «la prédominance de l'économie informelle est donc associée à la corruption et au degré de réglementation [...]» Ainsi, dans la mesure où la contrefaçon constitue une partie de l'économie informelle, une mesure de la corruption pourrait être considérée comme explicative de la contrefaçon.

11 - L'indice de l'État de droit de la Banque mondiale mesure la perception de la confiance dans les règles de la société manifestée par les agents, et leur respect de ces règles, notamment la qualité des mesures d'application des contrats et des droits de propriété, de la police et des tribunaux, ainsi que la probabilité d'activités criminelles et de violence.



Les estimations des ventes perdues dues à la contrefaçon qui en résultent pour tous les États membres sont indiquées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit de l'incidence directe de la contrefaçon examinée ci-dessus bien que, comme indiqué, dans ce secteur, en raison du nombre limité d'informations disponibles, nous ne tenons compte que des impacts du secteur de la fabrication, par rapport à d'autres considérations intégrant le commerce de gros et de détail.

Pour chaque pays, la barre indique l'incidence de la contrefaçon sur le secteur, exprimée en pourcentage de ventes, alors que les diamants indiquent l'intervalle de confiance de 95 % de cette estimation<sup>12</sup> Ces chiffres représentent une moyenne annuelle pour la période de six ans s'étalant de 2007-2012.



Pour l'UE dans son ensemble<sup>13</sup>, l'effet total estimé de la contrefaçon s'élève à 12,7 % de la consommation (1,6 milliard d'euros). Il s'agit d'une estimation directe des ventes annuelles non réalisées par les fabricants de sacs à main et de bagages de l'Union en raison de la contrefaçon.

L'industrie légitime vendant moins de produits qu'elle n'en aurait vendus en l'absence de contrefaçon, elle emploie également moins de salariés. Les données d'Eurostat sur le rapport emplois-ventes du secteur permettent d'estimer les pertes d'emplois correspondantes dans l'industrie légitime des sacs à main et bagages dues à la contrefaçon, ce qui représente un total de 12 100 pertes d'emplois dans l'Union.



12 - L'intervalle de confiance de 95 % est un calcul statistique selon lequel il existe une probabilité de 95 % que le chiffre exact se situe entre les limites inférieures et supérieures de cet intervalle. Par exemple, pour l'UE dans son ensemble, le pourcentage estimé des ventes perdues s'élève à 12,7 %, avec 95 % de probabilité que le véritable pourcentage soit compris entre 11,3 et 14 %.

13 - Cette estimation a été réalisée sur la base des données de 20 États membres, ces pays représentant 93 % de la consommation totale de l'UE-28. Il est donc raisonnable d'appliquer les coefficients qui en résultent aux huit États membres restants pour lesquels des données sur la variable dépendante n'étaient pas disponibles.

14 - Le chiffre total de 1,6 milliard d'euros pour les ventes perdues n'est pas utilisé pour calculer les répercussions sur l'emploi étant donné qu'environ 200 millions d'euros sur ce total sont imputables à des importations. Par conséquent, le chiffre utilisé pour estimer les répercussions sur l'emploi au sein de l'Union est 1,4 milliard d'euros, représentant la différence entre le total des ventes perdues et celui des importations.

Les estimations nationales de ventes perdues, y compris l'intervalle de confiance de 95 %, exprimées en pourcentage du total des ventes et en millions d'euros, sont présentées dans le tableau ci-dessous:

	Limite inférieure - 95 %	Moyenne	Limite supérieure - 95 %	Ventes perdues (en millions d'euros)
AUTRICHE	13,5	17,9	22,3	32
BELGIQUE	8,1	10,9	13,7	28
BULGARIE	10,6	15,0	19,4	2
CHYPRE	9,6	12,7	15,9	4
RÉP. TCHÈQUE	16,9	22,7	28,4	41
ALLEMAGNE	10,5	13,9	17,3	231
DANEMARK	9,4	12,4	15,5	15
ESTONIE	11,3	15,1	18,8	2
GRÈCE	16,7	21,4	26,2	40
ESPAGNE	8,4	11,1	13,8	123
FINLANDE	2,8	3,7	4,6	4
FRANCE	8,6	11,4	14,3	99
CROATIE	11,7	18,0	24,3	20
HONGRIE	21,9	28,5	35,2	52
IRLANDE	7,9	10,5	13,2	10
ITALIE	8,9	12,0	15,1	520
LITUANIE	20,0	26,8	33,6	3
LUXEMBOURG	7,8	10,4	13,0	2
LETONIE	20,8	27,8	34,9	4
MALTE	6,2	8,1	10,0	1
PAYS-BAS	9,9	13,2	16,5	41
POLOGNE	8,3	12,1	16,0	40
PORTUGAL	5,3	7,1	9,0	12
ROUMANIE	23,7	31,4	39,0	30
SUÈDE	6,8	9,1	11,4	17
SLOVÉNIE	6,9	9,3	11,8	11
SLOVAQUIE	20,9	27,8	34,6	14
ROYAUME-UNI	8,9	11,8	14,6	184
<b>UE28</b>	<b>11,3</b>	<b>12,7</b>	<b>14,0</b>	<b>1 581</b>

L'impact absolu le plus important de la contrefaçon (520 millions d'euros) s'observe en Italie. Ce résultat est peu surprenant vu l'importance de la consommation dans ce pays. L'Allemagne et le Royaume-Uni subissent également des pertes relativement conséquentes avec respectivement 14 et 12 % de pertes de ventes en raison de la contrefaçon.

Les pertes d'emplois liées aux ventes perdues représentent 12 100 emplois au sein de l'UE et concernent les pays où les produits sont fabriqués et non ceux où ils sont vendus. Le tableau ci-dessous illustre les neuf pays enregistrant les plus importantes pertes d'emplois.



Pertes d'emplois	Personnes em- ployées	%
ITALIE	4 078	12,3
FRANCE	1 015	5,7
HONGRIE	1 083	24,5
POLOGNE	1 070	18,7
ALLEMAGNE	976	17,0
ESPAGNE	842	13,8
ROUMANIE	608	8,8
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	536	15,4
ROYAUME-UNI	408	15,4
UE28	12 097	12,7

L'incidence directe sur l'emploi est calculée au niveau national en estimant les ventes perdues par le secteur de la fabrication d'articles de maroquinerie et de voyage du pays sur l'ensemble du marché européen. Par exemple, l'estimation des ventes directes perdues par l'industrie italienne en raison de la contrefaçon se fait en ajoutant les ventes perdues en Italie aux ventes perdues dans les autres pays de l'UE. Le second total est calculé à partir des différents taux de contrefaçon prévalant dans chaque État membre.

### Incidence indirecte

En plus des pertes directes de ventes dans le secteur des sacs à main et des bagages, on observe également des répercussions sur d'autres secteurs de l'économie de l'UE, étant donné que le secteur subissant les pertes de ventes en raison de la contrefaçon achètera également moins de produits et de services à ses fournisseurs, entraînant une baisse des ventes et des effets correspondants sur l'emploi dans d'autres secteurs.

Pour apprécier cette incidence indirecte, les données d'Eurostat<sup>15</sup> sont utilisées pour indiquer le montant des achats effectués par le secteur des sacs à main et des bagages dans d'autres secteurs de l'UE pour sa production<sup>16</sup>.

La demande finale en sacs à main et bagages, telle qu'elle est évaluée dans ce rapport, inclut non seulement la valeur de la production au sein de l'UE, mais également celle des articles importés. L'analyse des chiffres de ces importations révèle que, dans l'ensemble, l'UE est un importateur net de sacs à main et de bagages en provenance de pays tiers. Les effets sur l'emploi et les effets indirects liés à ces importations se font sentir à l'extérieur de l'UE et ne sont donc pas intégrés dans nos calculs. En conséquence, sur le chiffre de 1,6 milliard d'euros relatif au total des ventes perdues, seule la valeur de la production intérieure (1,4 milliard d'euros) est retenue pour calculer les incidences indirectes<sup>17</sup>.



15 - Les tableaux entrées-sorties (TES) publiés par Eurostat fournissent la structure des intrants nécessaires à la production d'une certaine demande finale qui tient également compte de l'origine nationale ou importée de ces intrants.

16 - Les tableaux entrées-sorties sont fournis par Eurostat au niveau des divisions (niveau des NACE à deux chiffres) ou de l'agrégation des divisions au lieu du niveau des secteurs (niveau à quatre chiffres). Cela signifie que, pour calculer l'impact de la baisse des ventes dans le secteur NACE 15.12, il est nécessaire d'utiliser la structure de «Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure» dans son ensemble (NACE 13-15).

17 - Par ailleurs, ce rapport évalue seulement les effets sur les ventes de l'industrie des sacs à main et des bagages à l'intérieur du marché européen. De fait, dans la mesure où des produits de contrefaçon supplantent les exportations de fabricants européens légitimes sur des marchés extérieurs à l'UE, il existe bien une perte d'emplois supplémentaire dans l'UE qui n'est pas prise en compte dans le présent rapport.

Les effets directs et indirects totaux dans l'UE des pertes de ventes imputables à la contrefaçon comme moyenne annuelle pour la période 2007-2012 s'élèvent à 3,2 milliards d'euros.

Les effets directs estimés sont attribués aux secteurs suivants (en millions d'euros):

Textiles, articles d'habillement et cuir	1 803
Produits importés	198
Commerce de gros	149
Industrie chimique	95
Électricité et gaz	69
Contentieux et comptabilité	66
Transport terrestre	59
Services financiers	54
Immobilier	51
Autres secteurs	661
<b>TOTAL</b>	<b>3 205</b>

Par conséquent, au-delà des incidences directes sur la fabrication de sacs à mains et de bagages (1,6 milliard d'euros en termes de ventes annuelles), un montant similaire est perdu par d'autres secteurs de l'économie en raison des contrefaçons. Il s'agit de l'effet indirect de la contrefaçon<sup>18</sup>.

En ce qui concerne l'emploi, si nous ajoutons les pertes dans les secteurs des fournisseurs à la perte directe d'emplois dans le secteur de la fabrication de sacs à main et de bagage, la perte totale d'emplois résultant de la contrefaçon est estimée à 25 700.

Enfin, la baisse d'activité économique dans le secteur privé légitime a aussi une incidence sur les recettes publiques<sup>19</sup>. Si nous acceptons cette hypothèse, la perte d'impôts que les ventes de sacs à mains et de bagages, estimées à 1,6 milliard d'euros, auraient générée peut être calculée, ainsi que les recettes fiscales correspondant à la perte totale (directe + indirecte) de 3,2 milliards d'euros calculée ci-dessus.

Les trois principaux types d'impôts pris en considération sont<sup>20</sup>: La taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les impôts sur les revenus des ménages et les impôts sur les revenus ou sur les bénéfices des sociétés.



18 - Comme indiqué à la section 1, ce calcul part du principe que les produits de contrefaçon sont fabriqués en dehors de l'UE. S'ils étaient (en partie) fabriqués à l'intérieur de l'UE, l'incidence indirecte serait moindre que celle indiquée dans le tableau, étant donné que ces producteurs illicites s'approvisionneraient certainement en partie auprès de producteurs de l'UE.

19 - Selon l'OMPI (2010) et l'OCDE (2008), la plupart des travaux empiriques partent du principe que la contrefaçon se produit sur les marchés informels qui ne dégagent généralement pas de recettes fiscales.

20 - Les données fiscales agrégées provenant des comptes nationaux sont publiées par Eurostat et contiennent des informations sur les sommes totales perçues au titre de ces trois impôts à tous les niveaux de l'administration.





- 1) La perte de TVA est estimée sur la base de la consommation des ménages en matière de ventes directes perdues du secteur des sacs à main et bagages (1,6 milliard d'euros)<sup>21</sup>, représentant 224 millions d'euros.
- 2) La perte d'impôts sur les revenus des ménages, estimée d'après la part des salaires générée par la perte d'emplois par rapport au total des salaires, compte tenu des effets directs et indirects sur l'emploi, s'élève à 110 millions d'euros.
- 3) La perte d'impôts sur les bénéfices des sociétés est estimée d'après la part des coûts directs et indirects pour l'industrie et s'élève à 41 millions d'euros.

De plus, les cotisations de sécurité sociale liées à la perte directe et indirecte d'emplois sont également estimées. Des données sur les cotisations de sécurité sociale par secteur sont disponibles auprès d'Eurostat, de sorte qu'il est possible d'utiliser les cotisations de sécurité sociale par employé dans chaque secteur pour calculer les pertes de cotisations imputables à la contrefaçon. Ces pertes de cotisations de sécurité sociale s'élèvent à 141 millions d'euros.

---

**La perte totale de recettes publiques (impôts sur les revenus des ménages et cotisations de sécurité sociale, impôts sur les bénéfices des sociétés et TVA) peut être estimée à environ 516 millions d'euros.**

---



21 - La TVA générée par les effets indirects n'est pas estimée car les intrants sont des biens de consommation intermédiaire pour lesquels, en général, aucune TVA n'est perçue.



### 3. Conclusions et perspectives

Les six études s'attachant à quantifier l'étendue et l'incidence des atteintes aux DPI dans les secteurs des produits cosmétiques et des parfums, de l'habillement et des chaussures, des articles de sport, des jouets et jeux, des bijoux et montres ainsi que des sacs à main et des bagages désormais, ont fourni des estimations cohérentes sur l'ampleur du problème que pose la contrefaçon aux entreprises légitimes et à la société en termes de ventes perdues, qui induisent des pertes d'emploi et de recettes publiques. Ces études ont utilisé une méthodologie commune et ont démontré les avantages apportés par une collaboration avec les acteurs du marché, permettant de bénéficier de leurs connaissances sur l'état du marché, tout en se fondant sur les données statistiques européennes harmonisées au titre de cette analyse.

Au cours des mois à venir, ces études sectorielles seront suivies d'autres études similaires couvrant d'autres secteurs, appliquant la même méthodologie et associant les connaissances des acteurs industriels. Ces secteurs comprendront les médicaments; le tabac; les boissons alcoolisées regroupant la bière, les vins et les spiritueux; les ordinateurs, ainsi que d'autres secteurs, en fonction de la disponibilité des données.

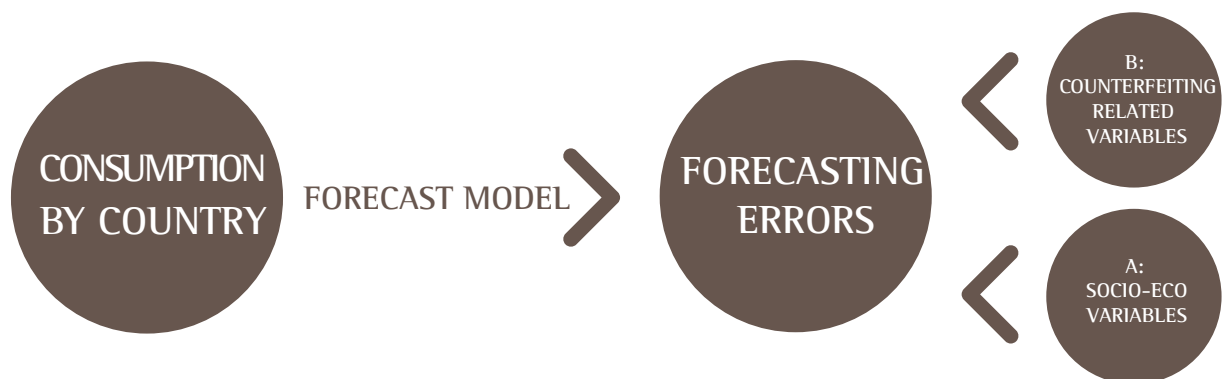
Parallèlement, l'Observatoire a entrepris avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) une étude conjointe visant à estimer la valeur des marchandises de contrefaçon dans les échanges internationaux et des études sur les atteintes aux DPI dans les industries de la musique, du cinéma et du livre numérique, en l'occurrence avec le soutien du Centre commun de recherche de la Commission européenne.

Prises ensemble, ces études se complètent mutuellement et dresseront un tableau complet et objectif de l'incidence des atteintes aux DPI en Europe afin de permettre aux responsables politiques d'élaborer des politiques de répression efficaces.



## Appendix A: The first stage forecasting model

Employing the first stage of the two stage model, we generate annual forecasts of consumption for each of the Member States. The process of producing the forecasts and estimating the impact of counterfeiting is depicted in the diagram below.



The simplest available comparable forecasts, across all member states, are produced via the use of ARIMA modelling. These models only use the past values of consumption to produce a forecast of future consumption. The forecast error, between the ARIMA forecast and observed sales, represents an estimate of the expected lost sales, notwithstanding adjustments for the impact of socio-economic factors.

The forecasting error is the difference between predicted and actual consumption and for the purposes of comparability is expressed as a proportion of actual consumption. For instance,

$$q_{it}^* = \frac{\hat{Y}_{it} - Y_{it}}{Y_{it}}$$

where  $Y_{it}$  is the consumption of games and toys in country  $i$  and year  $t$  (measured in euros) and  $\hat{Y}_{it}$  is the forecast of  $Y_{it}$  obtained from the univariate model using consumption expenditure information up to and including the period  $t-1$ .

The relative error  $q_{it}^*$  measures the extent to which the forecasting model has predicted a higher or lower value (as a share of actual consumption) versus the actual level of consumption observed from the Eurostat data.

Step-wise forecasting errors for the six years from 2007 to 2012 are constructed for 20 Member States for which sufficient data is available.

The forecasting errors are presented in the following table. It is evident that these errors exhibit a large degree of variability, swinging from sizeable negative errors in the initial periods to similar positive magnitudes in 2008 and 2009. However, the forecasting errors are not interesting in themselves. The purpose of this study is not to produce a “good” forecast but rather to generate a set of relative forecasting errors which can then be quantitatively analysed to construct estimates of counterfeiting. Forecasts are produced using univariate models and using an automatic procedure, which ensures that they are comparable and “unpolluted” by a priori knowledge of factors influencing changes in demand.

RELATIVE ERRORS (%)	2007	2008	2009	2010	2011	2012
AUSTRIA	-8.8	-9.6	-10.9	-14.4	17.2	-8.4
CYPRUS	-12.2	-7.3	38.3	-25.7	-13.0	-7.5
CZECH REPUBLIC	-9.1	-11.5	-7.0	-1.0	22.6	55.0
GERMANY	3.7	6.0	4.2	1.5	-14.2	-22.9
DENMARK	-5.0	-6.7	36.9	13.6	-11.7	-9.0
ESTONIA	-42.8	-18.2	108.7	5.2	-39.0	-5.0
SPAIN	-1.7	2.5	37.9	18.7	16.7	4.3
FINLAND	5.8	-13.5	24.3	-10.7	-17.1	-19.1
FRANCE	-26.3	11.5	58.1	23.5	-12.6	-25.4
IRELAND	7.0	20.1	9.1	-13.9	3.7	-30.6
ITALY	-20.4	-6.4	35.0	11.3	-9.0	36.5
LUXEMBOURG	-22.6	1.4	3.6	-11.7	0.7	-3.6
LATVIA	-2.1	41.7	90.3	-26.5	-4.2	14.6
NETHERLANDS	-20.5	NA	NA	NA	NA	NA
POLAND	-64.0	15.2	87.6	-0.5	-28.1	-15.6
PORTUGAL	-8.4	-14.4	-5.9	-11.9	8.5	16.1
ROMANIA	-50.7	-13.8	99.9	40.0	-1.6	22.2
SLOVENIA	30.3	45.3	-0.5	-27.7	-26.2	52.6
SLOVAKIA	-7.6	-1.7	64.3	65.4	18.7	-19.3
UNITED KINGDOM	-11.6	4.6	18.4	-10.0	3.0	-4.9

The second part of the estimation process seeks to determine to what extent these forecast errors can be explained by economic and subsequently counterfeiting factors.



## Appendix B: The second-stage econometric model

Counterfeiting might be one of a number of factors impacting on the level of legal sales of games and toys, but there are, as outlined earlier, a series of other economic factors which can explain the differential, such as variables related to the economic capacity of households, or consumer demographics (e.g. population growth) or any other driver of consumption expenditure.

Having accounted for the influence of economic variables on the sales differential, we look to assess the extent to which counterfeiting variables, or relevant proxies, can explain the propensity to purchase fake games and toys. These variables might include measures of consumer and market characteristics, as well as the evolution of a country's legal environment.

Combining the economic and counterfeiting variables allows us to specify a model, whose aim is to explain the aggregate differential (forecast errors) between expected and real sales. The model is specified in the following format.

$$q_{it}^* = \alpha * X_{it} + \beta * Z_{it} + \varepsilon_{it}$$

Where  $X_{it}$  is a matrix of explanatory economic variables unrelated to counterfeiting and  $Z_{it}$  a matrix of variables related to counterfeiting. Finally,  $\varepsilon_{it}$  is the remaining error.

Economic variables considered to have explanatory power, unrelated to counterfeiting include:

1. Gross Disposable Income (GDI) of the household sector: per capita income and growth;
2. GDP per capita and GDP growth;
3. Exchange rate of Euro vs. other EU currencies;
4. Population growth.

The second term of the equation,  $Z_{it}$ , contains the matrix of variables thought to be related to counterfeiting<sup>22</sup>. These variables include:

1. Population at risk of poverty or social exclusion, as a share of total population and growth;
2. Distribution of income by quartiles (including the share attributed to the lowest quartile and the ratio between the highest and lowest quartiles);
3. Gini coefficient (a measure of income inequality);
4. Several variables selected from the Observatory's IP Perception study<sup>24</sup> and from Eurobarometer (including counterfeiting and corruption related variables);
5. Corruption Perceptions Index, CPI (level and growth);



22 - A list of factors affecting demand and consumption for counterfeit goods is available in OECD (2008).

23 - Available at: [https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip\\_perception](https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip_perception).

6. Intellectual Property Right Index;
7. Worldwide Governance Indicators (World Bank) covering Government effectiveness, regulatory quality, rule of law and control of corruption (level and growth);
8. World Bank International Tourism Index;
9. Sales in stalls and markets (from survey to trade enterprises);
10. Internet purchasers (as a percentage of population and growth).

Variables 1 to 4 in the list are considered to be consumer-related drivers of demand for counterfeiting. The population at risk of poverty, the share and concentration of income in quartiles of the household income distribution, along with the Gini coefficient are all variables that describe degrees of income inequality.

The variables considered for inclusion in the Z matrix from the IP Perception study and the Eurobarometer include; the percentage of the population that has bought counterfeit products intentionally or been misled into the purchase of counterfeit products and the percentage of the population that considered, in certain circumstances, buying counterfeit products to be acceptable.

Corruption variables considered for inclusion in the Z matrix from the Eurobarometer survey include<sup>24</sup>; the percentage of the population declaring that corruption is widespread, that it is in the business culture, that it is a major problem and the percentage of the population that believed corruption had increased over the last three years. And from the Tolerance Index to Corruption, the measure covering the percentage of the population that declares that corruption in public administration or public service is acceptable was considered.

Variables 5 to 7 are considered to be drivers of counterfeiting related to institutional characteristics of each country.

The Corruption Perception Index (CPI) is published by Transparency International and measures how corrupt public sectors are seen to be by the public in each country. In this study the updated index is used as a time invariant variable with reference year 2012.

The Intellectual Property (IP) Rights Index used is published by Property Rights Alliance and measures the strength of protection accorded to IP. The 2010 index is used in this study and the same value is used for each country across the six years studied as a time invariant variable.

The Worldwide Governance Indicators reflect the perception of government effectiveness, regulatory quality, rule of law and corruption. They are published annually and range from 2.5 for favourable aspects of governance to -2.5 for poor. These indicators are considered as potential proxies for the perceived risk of buying or selling counterfeit goods, in much a similar way as considered in the 2010 WIPO study. These indices have a high negative correlation with poverty indicators and with the variables from the IP Perception study and Eurobarometer.



24 - In WCO (2012) it is stated that: 'The predominance of the informal is then associated with corruption and the degree of regulation...' So, to the extent that counterfeiting is part of the informal economy, a measure of corruption could be considered explanatory for counterfeiting.



Finally, variables 8 to 10 reflect country market characteristics that might be related to counterfeiting.

Altogether, 45 different explanatory variables were tested and different econometric techniques were applied in order to select a model with robust econometric results and a clear interpretation.

Some of the variables considered in the modelling process are clearly correlated with each other. High correlation coefficients between explanatory variables (referred to as multicollinearity) present a common problem in econometric analysis. If correlated explanatory variables are included in the model, the estimated coefficients for these variables could be mistakenly considered as insignificant (small t-statistics), although possessing a high overall significance for the model as measured by the F-test. This situation can pose problems when trying to interpret the meaning and significance of parameter estimates and when testing the significance of other variables in the model specification.

For instance, per capita GDI of the household sector and per capita GDP are highly correlated.

We therefore include in the model only those variables with the greatest explanatory power in order to avoid the problems described.

Having defined the model and acknowledged potential estimation issues (multicollinearity) we begin testing the specified model. Our first observation is that there is correlation between the residuals of the specified model and the variations in the sales differential, namely our dependent variable.

This relationship indicates that we might have a problem with heteroscedasticity, which implies that the variance of our estimated residuals is non-stable (variance stability is a key assumption behind the statistical validity of Ordinary Least Squares (OLS) method). This is a problem that must be addressed; otherwise, the estimators using OLS will be inefficient and the confidence intervals will be invalid.

Different tests were employed to detect the presence of heteroscedasticity (White Test and Breusch and Pagan Test) considering different specifications for residual variance (standard errors of the ARIMA forecasts and groupwise heteroscedasticity). Results from those tests suggested estimation of the 2<sup>nd</sup> stage model via Groupwise Two-Steps Least Squared (2SLS) method assuming a common variance by country that is estimated based on OLS residuals.

Finally, residuals of the 2SLS method were analysed to check compliance with the usual assumptions of regression models. The tests comprised a White test and residuals plots for heteroscedasticity; a tolerance analysis and Variance Inflation Factor (VIF) test for multicollinearity; and the Jarque-Vera test for normality of the residuals. Test results indicated that the residuals complied with regression assumptions, with the possible exception of normality<sup>25</sup>.



25 - All results of diagnostic tests are available on request.

## Model results

The specified model produces the following results:

Variable	Coefficient	Standard Error	t Statistic	95% Confidence interval	
				Lower	Upper
Constant	-0.1079	0.0377	-2.8617 ***	-0.1826	-0.0332
GDP growth	-0.0334	0.0036	-9.3397 ***	-0.0405	-0.0263
Tolerance Index to Corruption (EB13)	0.3883	0.1199	3.2375 ***	0.1506	0.6260
WB Index Rule of Law (growth)	-0.2085	0.0577	-3.6107 ***	-0.3229	-0.0941

R square = 50.1%

F statistic = 28.4 \*\*\*

\* significant at 90% confidence level

\*\* significant at 95% confidence level

\*\*\* significant at 99% confidence level

This model explains 50% of total variance of the stage 1 residuals using a combination of economic and counterfeiting-related variables. For each variable, the first column shows the estimated coefficient, the second column shows the standard error, while the third column indicates the statistical significance of the parameter estimates. As indicated all such estimates are significant at the 99% of confidence level<sup>26</sup>.

The economic variable, **GDP growth**, has a negative coefficient, meaning that countries with a higher GDP growth are associated with smaller forecasting errors.

The remaining two variables in the model relate to counterfeiting and include the percentage of the **population declaring that corruption is accepted or tolerated** in the Eurobarometer (2013), and the growth rate of the **World Bank Index of Rule of Law**. The World Bank Index captures the extent to which agents have confidence in and abide by the rules of society, and in particular the quality of contract employment, property rights, the police and the courts, as well as the likelihood of crime and violence.

The Eurobarometer variable is time invariant and its coefficient has a positive sign. This implies that a higher percentage of the population declaring that corruption is accepted, has a positive relationship with forecast errors estimated in the 1st stage. The World Bank Rule of Law Index growth variable has a negative coefficient, so that a higher value of this index corresponds to better governance and is related to smaller forecasting errors.



24 - If, for example, an estimated coefficient is significant at the 95% confidence level, then one can say that the probability that the true coefficient is zero and the estimated value was obtained solely by chance is 5%. The "t-statistic" shown in the third column is simply the estimated coefficient divided by its standard error. The last two columns show the 95% confidence interval for the coefficient; in other words, the true coefficient lies in the interval between the lower and upper bounds with a 95% probability.





As the main objective of the model is to estimate the coefficients of the counterfeiting variables, it is clear that the characteristics of these coefficients should be investigated.

To check the stability of these coefficients, other explanatory variables were introduced into the 2nd stage model and different methods employed. The resulting estimated coefficients of the counterfeiting-related variables are presented in the following table.

	Corruption Index	Rule of Law
1	0.3883	-0.2085
2	0.3223	-0.3573
3	0.4394	-0.0964
4	0.3919	-0.1567
5	0.3794	-0.2853
6	0.4923	-0.2788
7	0.4703	-0.2794
8	0.4257	-0.1652
9	0.4750	

As can be seen, the coefficients of variables related to counterfeiting remain stable even when explanatory variables are added or different methods of estimation are used. Such stability is a strong indication that the model is correctly specified.

Having optimised this second stage specification for multicollinearity and heteroscedasticity we estimate the impact of counterfeiting via the following relationship

$$C_{it}^* = \widehat{\beta}_1 * Z_{1i} + \widehat{\beta}_2 * Z_{2it}$$

Where  $C_{it}^*$  represents the sales lost due to counterfeiting in country  $i$  and year  $t$  (expressed as the fraction of the sector's actual sales),  $Z_{1i}$  is the percentage of population that indicates that corruption is widespread, and  $Z_{2it}$  is the value of the World Bank Index of Rule of Law growth in that country and year<sup>27</sup>. The  $\beta$ 's are the estimated coefficients from the table at the beginning of this section.

Taking Finland as an example, the percentage of the population that tolerates and accepts corruption is 9.51% as reflected in the Eurobarometer 2013; and the growth rate of the World Bank Index of Rule of Law as an average in years 2007-2012 is 0.12%. Then, the counterfeiting effect for Finland is calculated as:

$$0.3883 * 0.0951 - 0.2085 * 0.0012 = 0.037, \text{ or } 3.7\%$$



27 - It should be noted that in this case, the value of  $Z_{1i}$  is the same for all  $t$  since the variable is time-invariant during the period covered by this study.

This is a direct estimate of lost sales of handbags and luggage in Finland due to counterfeiting. Put another way, in the absence of counterfeiting and all else being equal, sales of the legitimate sector in the Finnish market would be 3.7% higher than they actually are.

In a similar manner, the counterfeiting effect can be calculated for all 28 EU Member States, applying values of the explanatory variables to the coefficients estimated in the model above.



22 - It should be noted that in this case, the value of  $Z_{1,t}$  is the same for all  $t$  since the variable is time-invariant during the period covered by this study.



## References

- OECD (2008) The economic impact of counterfeiting and piracy.  
[http://www.oecd-ilibrary.org/trade/the-economic-impact-of-counterfeiting-and-piracy\\_9789264045521-en](http://www.oecd-ilibrary.org/trade/the-economic-impact-of-counterfeiting-and-piracy_9789264045521-en)
- OHIM (2013) The European Citizens and intellectual property: perception, awareness and behaviour.  
[https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip\\_perception](https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip_perception)
- OHIM (2013) Intellectual Property Rights intensive industries: contribution to economic performance and employment in the European Union.  
<https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip-contribution#1study>
- OHIM (2015) Intellectual Property Rights and firm performance in Europe: an economic analysis.  
<https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip-contribution#2study>
- OHIM (2015) The economic cost of IPR infringement in the cosmetics and personal care sector.  
[https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip-infringements\\_cosmetics-personal\\_care](https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip-infringements_cosmetics-personal_care)
- OHIM (2015) The economic cost of IPR infringement in the clothing, footwear and accessories sector.  
[https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip-infringements\\_clothing-accessories-footwear](https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip-infringements_clothing-accessories-footwear)
- OHIM (2015) The economic cost of IPR infringement in sports goods.  
[https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip-infringements\\_sports-goods](https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip-infringements_sports-goods)
- OHIM (2015) The economic cost of IPR infringement in games and toys.  
[https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip\\_infringement\\_toys\\_and\\_games](https://oami.europa.eu/ohimportal/en/web/observatory/ip_infringement_toys_and_games)
- RAND (2012) Measuring IPR infringements in the internal market. Development of a new approach to estimating the impact of infringement on sales.  
[http://ec.europa.eu/internal\\_market/iprenforcement/docs/ipr\\_infringement-report\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/iprenforcement/docs/ipr_infringement-report_en.pdf)
- WCO (2012) Informal trade practices.  
[http://www.wcoomd.org/en/topics/research/activities-and-programmes/~/\\_/media/CE615C7CC64746688498F807A0F032A3.ashx](http://www.wcoomd.org/en/topics/research/activities-and-programmes/~/_/media/CE615C7CC64746688498F807A0F032A3.ashx)
- WEFA (1998) The Economic Impact of Trademark Counterfeiting and Infringement. Report prepared for the International Trademark Association.
- WIPO (2010) The economic effects of counterfeiting and piracy: a literature review.  
[http://www.wipo.int/edocs/mdocs/enforcement/en/wipo\\_ace\\_6/wipo\\_ace\\_6\\_7.pdf](http://www.wipo.int/edocs/mdocs/enforcement/en/wipo_ace_6/wipo_ace_6_7.pdf)



# Le coût économique des atteintes aux DPI dans le secteur des sacs à mains et des bagages



OFICINA DE ARMONIZACIÓN  
DEL MERCADO INTERIOR  
(MARCAS, DIBUJOS Y MODELOS)

Avda Europa, 4  
E03008 - Alicante, Espagne  
Tel. +34 965 139 100  
[information@oami.europa.eu](mailto:information@oami.europa.eu)

